



CTA du 12 janvier 2012 Déclaration UNSA Education

le **Service Public**
au **cœur**

Depuis 5 ans, rentrée scolaire après rentrée scolaire, la politique menée par le président et le gouvernement, aura consisté à vouloir mettre en place en France une école à l'anglo-saxonne.

Une école où la règle deviendrait une compétition entre établissements, un système où l'enseignant serait choisi, ou en tout cas noté, par le seul chef d'établissement, en éliminant l'appréciation pédagogique des Inspecteurs de matière.

Une école publique pour laquelle le gouvernement aura réduit continûment le nombre d'enseignants et de personnels, aura augmenté le nombre d'élèves par classe. Tout cela au détriment de l'accueil et de la scolarisation des élèves dans les établissements publics et des conditions de travail de l'ensemble des personnels.

Aujourd'hui, l'échec de la politique éducative du gouvernement est général.

Suppression de près de 80 000 postes, augmentation du nombre d'élèves par classe, baisse continue de la scolarisation en maternelle, fragilisation du tissu éducatif rural, asphyxie des RASED, dynamitage de la formation des enseignants, recrutement des personnels par les chefs d'établissements en zone ÉCLAIR, mutations hors barème et hors règles annoncées via le système ECLAIR, volonté de mettre en place un système d'évaluation injuste et inefficace, disparition de la formation initiale, fragilisation de la Voie professionnelle initiale, remise en cause du service public de formation continue, progression de l'échec scolaire avec 150 000 jeunes sortant chaque année du système sans qualification, suppression de la carte scolaire, ...

Ce bilan désastreux est celui de la poursuite aveugle d'une politique d'étouffement budgétaire, couplée à une vision libérale rétrograde, qui a pour conséquence de décourager des personnels fortement impliqués aux services de leurs élèves.

Il y a quelques jours encore, selon les derniers propos (ou coup de communication pré-électoral) du Président de la République, le collège deviendrait bientôt une quasi machine à exclure. Là où il faudrait lutter contre la difficulté scolaire, c'est une orientation sans issue qui serait désormais proposée dès la 4^{ème} peut être, et qui touchera en premier lieu les plus fragiles de nos élèves en les orientant vers l'apprentissage.

Dans la même intervention, le Président présente l'autonomie accrue des établissements comme le moyen de restaurer l'autorité des enseignants. C'est pour masquer en réalité une mise en concurrence dévastatrice pour la cohésion sociale, faisant le lit aux établissements privés qui n'auront ni les mêmes obligations, ni les mêmes devoirs.

Cela annonce d'un côté les établissements « classe affaire », de l'autre les établissements « low cost ».

Fève dans la galette ? L'annonce par le Président de la République « d'une augmentation considérable de la rémunération des enseignants ».

Le fameux principe du « travailler plus pour gagner moins » resurgit de nouveau. Mais n'est ce pas là le même engagement pré-électoral que le Président avait déjà pris dans sa « lettre aux éducateurs » de 2007 ... et que les personnels attendent toujours !

Ces promesses n'engageront que ceux qui y croiront... **Une fois ça va, deux fois, bonjour les dégâts pour l'école publique et laïque et pour ses personnels.**

Pour l'UNSA Education, **le seul projet éducatif est celui de l'École de la République**, garante de la cohésion sociale et de l'avenir de notre pays.

Pour l'UNSA Education, l'École de la République doit respecter et être guidée par quatre grands principes : **Liberté, Egalité, Fraternité et Laïcité.**

Lors de ce CTA, l'UNSA Education interviendra systématiquement sur les points à l'ordre du jour.